

Militantisme, sociabilité savante et identité professionnelle

Les associations de spécialistes du corps enseignant : un engagement singulier ? (XX^e-XXI^e siècles)

**27 et 28 septembre 2012
Lyon**

Colloque international

organisé par le Service d'histoire de l'éducation (Institut français d'éducation-ENS Lyon), le Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (Université de Lyon) et le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (Université Paris I)

Comité d'organisation

Clémence Cardon-Quint, ENS Lyon-IFE, SHE.

Renaud d'Enfert, ENS Lyon-IFE, SHE.

Laurent Frajerman, université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), CHS.

Emmanuelle Picard, ENS Lyon-IFE, SHE.

Marianne Thivend, université Lumière (Lyon 2), LARHRA.

Comité scientifique

Florent Champy, sociologie, EHESS, CESPRA.

Jean-Michel Chapoulie, sociologie, université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

Hélène Gispert, histoire des sciences, université Paris-Sud (Paris 11), GHDSO.

Jean-Noël Luc, histoire, université Paris-Sorbonne (Paris 4), Centre d'histoire du XIX^e siècle.

Antoine Prost, histoire, université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

Bernard Pudal, science politique, université Paris-Ouest (Paris 10), CSU.

André Robert, sciences de l'éducation, université Lumière (Lyon 2), EDUCPOL.

Rebecca Rogers, sciences de l'éducation, université Paris-Descartes (Paris 5), CERLIS.

Appel à communications

La Belle Époque fut, pour le monde enseignant français, une période d'effervescence : des associations d'enseignants de périmètres, d'objets, et de statuts divers virent le jour en l'espace de quelques années, profitant notamment du cadre institué par la loi de 1901. Dans cette nébuleuse, les associations de spécialistes formèrent bientôt une

catégorie à part entière : regroupant les professeurs « spécialistes » d'une discipline, membres, dans la plupart des cas, de l'enseignement secondaire public, elles se plaçaient à la croisée des terrains corporatiste - défense des intérêts particuliers d'une catégorie d'enseignant - et pédagogique - défense et promotion d'une discipline.

Ces associations de spécialistes, acteurs essentiels du système éducatif, méritent d'être mieux connues. Certes, elles ont parfois retenu l'attention des historiens des disciplines, soucieux de comprendre leur rôle dans l'évolution des programmes et des pratiques d'enseignement. Mais il reste encore à saisir les modes d'inscription complexes de ces associations dans l'espace du militantisme enseignant. Or, dans ce domaine, l'attention des chercheurs s'est longtemps concentrée sur le syndicalisme, négligeant les autres formes d'engagement. De plus, l'histoire et la sociologie du corps enseignant ont le plus souvent ignoré les clivages disciplinaires. Seuls quelques travaux permettent donc d'ancrer l'étude de cette forme de militantisme sur une connaissance précise de la morphologie des groupes étudiés. Enfin, le caractère international de ce phénomène a très rarement été pris en compte, lors même que des associations similaires existent dans bon nombre de pays.

Ce colloque a donc pour but de proposer une saisie globale de cet objet de recherche que constituent les associations de spécialistes, afin d'éclairer non pas seulement le devenir de telle ou telle discipline mais les mutations du système éducatif, du corps enseignant et de ses diverses formes de militantisme. En effet, au cours du XX^e siècle, la démocratisation du système scolaire s'est accompagnée d'une transformation du rôle des professeurs de l'enseignement secondaire, et d'un bouleversement des hiérarchies disciplinaires. En outre, depuis la fin des années 1980, s'est opérée une véritable redéfinition du métier enseignant. Il s'agit, en définitive, de comprendre le rôle joué par les associations de spécialistes - en partenariat ou en concurrence avec les autres associations et syndicats - dans ces différentes évolutions.

La réflexion pourra porter sur les thèmes suivants, abordés à partir de cas français ou étrangers :

Ordres et degrés d'enseignement : les associations de spécialistes et la structure du système éducatif

La majorité des associations de spécialistes créées au début du XX^e siècle ont circonscrit leur champ d'action à l'enseignement secondaire public, excluant - sauf exceptions - l'enseignement privé, les diverses formes d'enseignement élémentaire et post-élémentaire, et l'enseignement supérieur. Et si, dès l'origine, les femmes y sont généralement admises, elles n'en occupent pas moins une place subalterne, reflet du statut dominé de l'enseignement secondaire féminin par rapport à l'enseignement secondaire des garçons. Par la suite, la transformation du système éducatif a souvent conduit ces associations, à des rythmes divers et selon des modalités distinctes, à redéfinir leurs frontières, soit en anticipant sur les réformes, soit, au contraire, en

refusant de reprendre à leur compte les nouvelles catégories définies par le système.

On s'interrogera sur les enjeux - politiques, pédagogiques ou stratégiques - liés à la définition et aux diverses tentatives de redéfinition du spectre couvert par les associations de spécialistes, sans oublier leur implication dans les processus de constitution, de légitimation, et de transformation des disciplines. On examinera la façon dont ces conceptions se traduisent, non seulement dans les statuts, mais aussi dans le profil des adhérents. On s'efforcera notamment de comprendre comment les différences de genre affectent les modalités de l'engagement, et l'accès aux postes de responsabilité. On tentera enfin d'identifier les facteurs favorables ou défavorables à l'implantation des associations de spécialistes hors de leur terrain historique. On accordera une attention particulière à l'évolution des rapports entre les associations de spécialistes et le milieu universitaire.

Engagements : l'inscription des associations de spécialistes dans le champ militant

Les associations de spécialistes interviennent sur des segments occupés par d'autres organisations : syndicats, mouvements pédagogiques, sociétés savantes, associations catégorielles. Diverses stratégies sont alors envisageables pour gérer cette coexistence, de l'alliance ponctuelle à la concurrence ouverte. On s'efforcera d'envisager ces relations de manière systémique et dynamique, afin de dessiner une cartographie globale du militantisme enseignant et de son évolution au cours du XX^e siècle. L'étude des trajectoires individuelles pourra mettre l'accent sur les cas de multipositionnalité, utiles révélateurs de la structure du champ. On s'interrogera enfin sur la spécificité du militantisme dans les associations de spécialistes, par rapport aux autres formes d'engagement dans le milieu enseignant.

Le métier : associations de spécialistes, identité professionnelle et gouvernance du système éducatif

En théorie, l'association de spécialistes participe, à deux titres, à la constitution de l'identité professionnelle enseignante. En favorisant l'échange de vues et de pratiques entre ses adhérents, elle contribue à la construction et à l'évolution d'une culture professionnelle commune. Elle développe une sociabilité, à la fois militante et savante, qui compense l'isolement dont se plaignent certains professeurs. En outre, en s'instituant en acteur collectif bien identifié, elle permet aux enseignants d'intervenir auprès du ministère de l'Instruction publique (ou de l'Éducation nationale), et de participer ainsi, plus ou moins ouvertement, à la gouvernance du système éducatif.

On pourra s'interroger sur la façon dont les associations assument ces deux fonctions, sur les moyens et stratégies employés pour y satisfaire, et sur les résultats obtenus. On étudiera aussi la façon dont s'articulent la conception de l'identité professionnelle valorisée par les syndicats (c'est-à-dire l'ensemble des professeurs) et celle, plus circonscrite, que défendent les associations de spécialistes. On montrera

enfin comment ce mode de régulation de la profession enseignante entre en concurrence, ou au contraire vient renforcer les mécanismes de contrôle ou d'encadrement aux mains de l'administration ou des corps d'inspection. Là encore, l'étude des trajectoires individuelles pourra apporter d'utiles éclairages, notamment sur les liens entre les associations de spécialistes et les corps d'inspection.

Pôles, territoires et frontières : une géographie militante ?

Si le lobbying auprès du ministère implique, pour l'essentiel, des acteurs parisiens, la constitution d'une culture commune suppose, à l'inverse, une large implantation sur le territoire. On s'interrogera sur cette polarité entre Paris et la province, la façon dont elle se manifeste dans le profil des adhérents et des dirigeants, et les mesures prises par les associations pour gérer cette tension. On tentera d'identifier les conditions favorables à l'essor d'une activité locale régulière à l'échelle de l'établissement, de la ville, ou de l'académie, et les interlocuteurs clefs à ces différents niveaux.

En outre, les associations de spécialistes comptent parfois des abonnés ou des sections hors du territoire métropolitain, y compris dans les pays étrangers. Leur position marginale les cantonne-t-elle nécessairement à des rôles de troisième plan ? L'enseignement dans les colonies, ou le réseau français de l'étranger ont-ils parfois retenu l'attention des associations, et si oui, avec quels effets ?

Enfin, on s'interrogera sur l'inscription des associations de spécialistes dans une dynamique internationale, soit par le biais d'échanges ponctuels avec des associations étrangères, soit par la participation - plus ou moins active - à des fédérations internationales. Peut-on trouver là une piste pour décloisonner l'histoire de l'enseignement et l'inscrire dans une perspective transnationale ?

Propositions de communication

Les propositions de communication, d'une longueur d'une page au maximum, devront préciser le ou les thèmes auxquels elles se rattachent, indiquer la problématique retenue et mentionner les sources mises à contribution. Les approches comparatives seront les bienvenues. L'intervention de politistes et de sociologues, aux côtés des historiens, est vivement souhaitée. Une attention particulière sera réservée aux propositions des doctorants et jeunes docteurs. Les communications pourront avoir lieu en français ou en anglais.

Les propositions seront adressées au plus tard le 30 janvier 2012 conjointement aux trois adresses suivantes :

clemence.cardonquint@ens-lyon.fr
renaud.denfert@ens-lyon.fr
emmanuelle.picard@ens-lyon.fr

Calendrier prévisionnel :

- Retour des propositions de communication : 30 janvier 2012
- Soumission au comité scientifique et choix des communications retenues : février 2012
- Réponse officielle aux propositions de communication : mars 2012
- Envoi des résumés pour le programme du colloque : juin 2012
- Envoi des versions provisoires des communications, destinées aux animateurs des sessions : août 2012
- Colloque : 27 et 28 septembre 2012

***Militancy, scholarly sociability and
professional identity***
**Specialist associations of teachers: a specific
commitment?**
(20th-21st centuries)

September 27th and 28th 2012
Lyon

International conference

Organised by the Centre for the History of Education (French Institute of Education-ENS Lyon), the Rhône-Alpes Historical Research Laboratory (Lyon University) and the Centre of 20th Century Social History (Paris 1 University).

Organisation Committee

Clémence Cardon-Quint, ENS Lyon-IFE, SHE.

Renaud d'Enfert, ENS Lyon-IFE, SHE.

Laurent Frajerman, Panthéon-Sorbonne University (Paris 1), CHS.

Emmanuelle Picard, ENS Lyon-IFE, SHE.

Marianne Thivend, Lumière University (Lyon 2), LARHRA.

Scientific Committee

Florent Champy, sociology, EHESS, CESPRA.

Jean-Michel Chapoulie, sociology, Panthéon-Sorbonne University (Paris 1).

Hélène Gispert, history of sciences, Paris-Sud University (Paris 11), GHDSO.

Jean-Noël Luc, history, Paris-Sorbonne University (Paris 4), Centre of 19th Century History.

Antoine Prost, history, Panthéon-Sorbonne University (Paris 1).

Bernard Pudal, political sciences, Paris-Ouest University (Paris 10), CSU.

André Robert, education sciences, Lumière University (Lyon 2), EDUCPOL.

Rebecca Rogers, education sciences, Paris-Descartes University (Paris 5), CERLIS.

Call for papers

The Belle Époque was, for the French teaching profession, a period of renewal and transformation: a variety of teacher associations were created within a few years, notably thanks to the new legal framework provided in 1901. Within this diverse group, specialist associations soon constituted a category in itself bringing together teachers “specialized” in one subject, usually members of secondary public schools. These associations were positioned at the crossroads of corporatism – since they defended the private interests of one category of the teaching profession – and pedagogy – as they defended and promoted a particular subject.

These specialist associations played an essential part in the educational system and are worth considering. While historians of the curriculum have studied them, eager to understand their role in the evolution of syllabi and teaching methods, their role in the context of teacher activism is not fully understood, as researchers have long focused exclusively on syndicalism, overlooking other forms of political commitment. Moreover, the history and sociology of the teaching profession have generally disregarded dissensions between disciplines. Thus only a few studies explore this particular militancy drawing on knowledge of the structure of the groups under examination. What is more, the international character of this phenomenon has rarely been taken into account, even though similar associations exist in many countries.

Thus, the aim of this conference is to offer a global approach of specialist associations as an object of study, not only to shed light upon the future of one discipline but on the changes of the educational system, the teaching profession and the nature of militancy. Indeed, throughout the 20th century, the democratisation of the school system came with a transformation of the teacher's role in secondary schools as well as deep changes in the hierarchy of disciplines. Moreover, the teacher's role has been completely redefined since the late 80s. The point is to understand the role played by specialist associations - in partnership or in competition with other associations or syndicates .

The discussion may focus on the following themes, illustrated with French or foreign examples:

Levels of education: specialist associations and the structure of the educational system structure

The majority of specialists associations created at the beginning of the 20th century have limited their field of action to secondary schools, excluding - with few exceptions - private schools, the various forms of elementary and post-elementary teaching, and higher education. And if, from the very beginning, women were usually welcome, they played a minor role: this reflects the masculine secondary education's domination over feminine secondary education. Later on, the transformation of the educational system often led those associations to redefine their frontiers (at different paces and with different terms), by anticipating on the reforms, or, on the contrary, by refusing to apply to themselves the new categories outlined by the system.

We will reflect upon the issues - political, pedagogic or strategic - linked with the definition and the different attempts at redefining the range specialists associations cover, as well as their implication in the creation, recognition and alteration of disciplines. We will see how these ideas show through both the position and the profile of the members. We will especially try to understand the influence of genre on the engagement and the access to positions of responsibility of individual teachers. Lastly, we will try to identify the favourable or unfavourable factors to the implantation of specialists associations outside their initial field. Particular

attention will be given to the evolution of the relations between the specialists associations and the academic world.

Commitments: the place of specialist associations among activists

Specialist associations share their field of action with other organisations: syndicates, educational movements, scientific societies, professional associations. This coexistence can therefore be managed with various strategies, ranging from one-time alliances to open competition. We will try to consider those relations in a systemic and dynamic way, so as to draw a global map of teaching militancy and its evolution throughout the 20th century. The study of individual careers will allow us to insist on the question of multi positioning, which reveals the structure of the field. We will ultimately focus on the specificity of militancy in specialist associations, compared to other forms of commitment in the educational world.

The profession: specialist associations, professional identity and governance of the educational system

In theory, specialist associations take part, for two reasons, in the creation of the teacher's professional identity. By encouraging its members to exchange points of view and methods, they contribute to the construction and evolution of a shared professional culture. They develop a form of sociability, militant as well as scientific, which makes up for the isolation teachers may suffer from. Moreover, since the associations constitute a clearly identified collective actor, they allow teachers to interact with the public Instruction ministry (or National education), and to participate, more or less openly, in the governance of the educational system.

We may reflect upon how associations play this double role, the means and strategy they choose, and with what results. We will study how the idea of professional identity promoted by syndicates (all the teachers) and the more circumscribed vision defended by specialist associations connect. We will examine how this form of control over the teaching profession challenges, or on the contrary reinforces, the mechanisms of control or management in the hands of the administration or the school inspectorate. Considering individual careers may again prove enlightening, especially regarding the links between specialists associations and the school inspectorate.

Poles, territories and frontiers: a militant geography?

If lobbying at the ministry is mostly Parisian, building a common culture supposes, in contrast, a large presence on the territory. We will study this polarity between Paris and the *province*, how it emerges through the profile of members and leaders, and the measures taken by the associations to handle this tension. We will try to identify the conditions which promote the development of a regular local activity on

the educational establishment scale, the city or the academy, and the key actors at these different levels.

Some specialist associations count members or sections outside Metropolitan France, including in foreign countries. Does their marginal position necessarily push them into the background? Has teaching in colonies, or in the French network abroad, caught the attention of the associations and, if so, with what results?

Finally, we will consider the place of those associations within international dynamics, either via occasional contacts with foreign associations, or the participation – more or less active – in international federations. Can we therefore find a way to decompartmentalize the history of teaching and replace it in a transnational perspective?

Paper proposals

The paper proposals, maximum one page in length, should specify the topic and arguments developed as well as the sources used. Comparative studies are welcome. Lectures from political scientists and sociologists, alongside historians, are strongly encouraged. Particular attention will be paid to PhD students' and young doctors' proposals. Submissions for papers are welcome in English and in French.

The proposals should be sent before January 30th 2012, to the three following addresses:

clemence.cardonquint@ens-lyon.fr
renaud.denfert@ens-lyon.fr
emmanuelle.picard@ens-lyon.fr

Provisional calendar:

- Deadline for paper proposals: January 30th 2012
- Submission to the scientific committee and choice of the conference papers: February 2012
- Official answer to papers proposals: March 2012
- Summaries sent for the conference programme: June 2012
- Provisional papers sent (for sessions organizers): August 2012
- Conference date: September 27th and 28th 2012